

Un jour comme les autres à Lampedusa

La réalité migratoire en Europe

Après la publication de «Lampedusa: Une rencontre aux abords de l'Europe» en 2013, l'ethnologue luxembourgeois Gilles Reckinger a initié un nouveau projet, «Bitter Oranges», qui dénonce les conditions de travail des migrants dans le sud de l'Italie.

L'actualité tragique aux larges des côtes de Lampedusa a permis une fois de plus de visualiser l'immigration clandestine, ce concept façonné par les images de silhouettes à baluchon entourées de gyrophares. Il semble d'ailleurs que la relation entre l'Européen et l'immigré clandestin, le «sans-papiers», n'existe souvent que par imaginaires interposés. Pour ce dernier, l'Européen est, au mieux, un acteur de Hollywood, au pire un agent de la Frontex. Pour l'Européen, le «sans-papiers» n'existe souvent, comme son nom l'indique, que par l'absence. C'est une personne du manque. Sans papiers, sans argent, sans emploi.

Pour changer de regard, les ethnologues luxembourgeois Gilles Reckinger et Diana Reiners, son épouse, partent une première fois pour Lampedusa en 2009. L'île au large de la Sicile est minuscule, avec 5.700 habitants pour 20 km². Alors que les côtes siciliennes se trouvent à 200 km, celles de la Tunisie sont plus proches, à 110 km. Mais en comparaison avec les 14 km qui séparent Tarifa des côtes marocaines, Lampedusa n'est pas aussi proche du continent africain que l'actualité le suggère parfois. La distance que les migrants doivent parcourir pour atteindre l'île italienne reste considérable, notamment au vu de leurs embarcations.

Alors que les journalistes ne se rendent à Lampedusa que pour filmer arrestations ou naufrages, le couple s'intéresse au quotidien des Lampedusani pour qui les «sans-papiers» ne sont pas des fantômes en papier mais bel et bien des êtres de chair et d'os. «Alors que nous nous attendions à voir des "sans-papiers" un peu partout, nous nous sommes vite rendu compte qu'ils ne faisaient guère partie du paysage. Le jour de la visite très médiatisée du vice-président de la Commission européenne, Jacques Barrot, nous nous sommes éloignés du centre-ville, à la recherche du centre de rétention. C'est alors que nous avons croisé, pour la première fois, un bus rempli de migrants qui nous saluèrent en passant. Plus tard, nous avons appris qu'ils avaient été déplacés le temps de la visite de M. Barrot, afin d'escamoter le surpeuplement du centre "d'accueil".»

Mais si le couple luxembourgeois a mis longtemps avant de recroiser le chemin des migrants, les Lampedusani ont une longue histoire d'interactions et d'échanges avec ces voyageurs venus de la mer. Comme le veut la tradition insulaire, les Lampedusani ont souvent accueilli et nourri les nouveaux arrivés. L'activiste Giacomo Sferlazzo a même



Photo: Carole Reckinger

Les «sans-papiers» dans les plantations italiennes sont soumis à des conditions de travail pourtant illégales en Europe

entrepris de recueillir les objets perdus en chemin, ou en mer, par les migrants. Il a fondé le musée de l'immigration, où les reliques de ces voyageurs deviennent autant de témoignages tangibles de leur passage parfois si furtif à travers Lampedusa.

Le nombre de débarquements sur l'île a toujours varié d'une année à l'autre. «En 2008, on atteint un nombre record de 36.000 migrants qui débarquent sur Lampedusa. C'est pour cela que Rome a décidé de construire un deuxième centre d'identification et d'expulsion afin de réduire les transferts de migrants vers le continent. Le 24 janvier 2009, des centaines de migrants réussirent à quitter le centre de rétention et se dirigèrent vers le village pour protester contre leurs conditions de vie. Lorsque leur chemin croisa celui des Lampedusani, les locaux se joignirent aux migrants et, spontanément, ils manifestèrent ensemble pour la liberté. C'est après avoir réalisé cette solidarité improbable que les autorités italiennes s'entendirent avec le régime de Mouammar Kadhafi afin que celui-ci empêche les embarcations de quitter les côtes libyennes.»

«La proximité empêche les projections racistes»

«Je pense que la proximité entre les migrants et les Lampedusani empêche la formation de projections racistes», suggère Gilles Reckinger. «Néanmoins il faut ajouter que

comme les migrants ne cherchent ni à vivre, ni à travailler sur l'île, ils ne représentent pas une menace en termes d'emploi pour les Lampedusani.»

Ainsi, quand les Lampedusani se plaignent des centres de rétention, leur mécontentement vise plutôt les politiques migratoires et les médias. Car en ne parlant de Lampedusa que lors de catastrophes humanitaires, la presse internationale a contribué à véhiculer une image négative de l'île, dont le tourisme représente pourtant une source majeure de revenus. Les autorités italiennes, tout comme la Frontex, y sont aussi pour quelque chose. «Tout d'abord, si certaines routes migratoires, comme par Ceuta, deviennent impraticables, il est normal que le nombre de passages par Lampedusa augmente. Ensuite, de nombreuses embarcations clandestines, parfois loin de l'île, y sont néanmoins escortées du fait de l'existence des deux centres de rétention. La Frontex ne risque d'ailleurs pas de faire débarquer les migrants sur l'île voisine de Pantelleria, où poussent les vignes de Gérard Depardieu.»

Avec la chute des régimes de Ben Ali et de Kadhafi en 2011, les débarquements sur Lampedusa s'intensifiaient encore une fois, causant ainsi une augmentation des transferts vers le continent. «Après avoir fait la connaissance de Tunisiens à Lampedusa, j'ai voulu savoir ce que deviennent les nouveaux arrivés après avoir quitté l'île.»

Non sans étonnement, Gilles Reckinger constate alors l'existence d'un schéma de répartition inofficiel des migrants dans des centres «d'identification» à travers les différentes régions d'Italie. «Les femmes sont généralement transférées vers le nord, où la demande de main-d'œuvre domestique est complétée par celle des réseaux de prostitution. Quant aux hommes, ils se retrouvent dans les

régions agricoles du sud.» Comme par hasard, les hommes se retrouvent ainsi aux alentours de plantations en grand besoin de main-d'œuvre bon marché. Et comme par hasard, les centres de rétention permettent à leurs «pensionnaires» de circuler librement en journée. Ce qui équivaut, en quelque sorte, à une invitation inavouée à travailler au noir.

Transfert orchestré vers les plantations italiennes

«En hiver, ils travaillent dans les plantations d'orangers et en été, dans les champs de tomates», constate Gilles Reckinger. «En fait, 95% des tomates en boîte consommées en Europe viennent du sud de l'Italie. Ce qui veut dire que lorsque nous mangeons une pizza, il est quasiment certain qu'un migrant victime d'exploitation a cueilli les tomates de sa sauce.» D'exploitation, car pour une journée de plus de dix heures, un ouvrier migrant est payé environ 20 euros, alors qu'en Italie, le salaire moyen officiel d'un ouvrier agricole est de 7 euros par heure, donc de 56 euros par jour. De plus, l'ouvrier migrant ne bénéficie d'aucune prestation sociale tandis que ses conditions de vie et de travail échappent à tout contrôle officiel.

En 2012, Gilles Reckinger, Diana Reiners et la photographe Carole Reckinger se rendent pour la première fois à Rosarno, en Calabre. «Nous avons été choqués par les conditions de vie des migrants qui travaillent dans les plantations d'orangers. Comme les centres de rétention des alentours sont également surpeuplés, de nombreux travailleurs migrants dorment en dehors, sous des ponts ou dans de véritables bidonvilles. Ces hommes ont non seulement besoin d'assistance matérielle, mais aussi psychologique.»

En effet, sans statut légal ni ressources propres, de nombreux migrants sombrent dans le désespoir. Avant toute chose, c'est le statut de ces travailleurs qui doit être clarifié: puisqu'ils sont rattachés à un centre de rétention, l'Etat n'ignore rien de leur présence. Mais comme ces hommes n'ont pas encore de statut définitif, ce même Etat ne se sent pas obligé de remplir ses responsabilités à leur égard. La Politique agricole commune (PAC) de la Commission européenne fait partie des instances qui pourraient avoir un impact. Il ne faut pas oublier que la PAC contribue à l'émigration africaine en subventionnant les agriculteurs européens qui, en revendant leurs produits sur les marchés africains, poussent à la faillite des producteurs locaux et encouragent ce faisant l'émigration. Ainsi, la PAC devrait également s'investir pour mettre en place des structures de soutien des «sans-papiers», qui travaillent dans ces conditions d'illégalité forcée.

«Mon rôle, en tant qu'ethnologue, est de faire comprendre cette situation au public. C'est pour cela que nous avons créé le projet "Bitter Oranges" dont le but est d'informer les Européens sur ces réalités cachées aux "abords de l'Europe".»

Prochainement, une exposition photographique du même nom aura lieu au Luxembourg. D'autres idées, comme la création d'un label du genre «Fairtrade», qui permettrait de garantir que tomates et oranges ont été récoltées sans recours à l'exploitation, pourraient donner suite au travail de conscientisation de Gilles Reckinger.

Au final, Gilles Reckinger ne dresse pas uniquement un portrait de Lampedusa. En nous demandant de jeter un coup d'œil au-delà des «abords de l'Europe», il provoque également une réflexion sur notre propre identité en tant qu'Européens.

CHARLOTTE BRUNEAU

* Pour plus d'informations sur le projet «Bitter Oranges»: www.bitter-oranges.com